

Art. 3. De tabel die door de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 maart 1984 werd ingevoegd in fine van artikel 15 van de hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 november 1978, wordt vervangen door de volgende cijfers :

« Indexcijfer	Lonen
138,01	100 pct.
140,77	102 pct.
143,59	104,04 pct.
146,46	106,12 pct.
enz. »	

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 3 juli 1989, heeft dezelfde geldigheidsduur en kan slechts opgezegd worden volgens dezelfde modaliteiten als deze voorzien in de hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 16 november 1978.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 19 maart 1990.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

Art. 3. Le tableau inséré à la fin de l'article 15 de la convention collective de travail susmentionnée du 16 novembre 1978 par la convention collective de travail du 22 mars 1984 est remplacé par les chiffres suivants :

« Indice	Salaires
138,01	100 p.c.
140,77	102 p.c.
143,59	104,04 p.c.
146,46	106,12 p.c.
ect. »	

Art. 4. La présente convention collective de travail produit ses effets le 3 juillet 1989. Elle a la même durée de validité et elle ne peut être dénoncée que suivant les mêmes modalités que celles prévues par la convention collective de travail susmentionnée du 16 novembre 1978.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 19 mars 1990.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 930

12 MARS 1990. — Décret modifiant le décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la naissance et de l'enfance (O.N.E.) (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 4 du décret du 30 mars 1983 portant création de l'Office de la naissance et de l'enfance (O.N.E.) est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. L'Office a pour ressources :

- 1^o les subventions allouées par la Communauté française et par d'autres pouvoirs publics;
- 2^o le produit de la prestation de services ou de la vente de matériel éducatif, de lait maternel et d'autres fournitures;
- 3^o le produit de la mise en location ou de la concession du droit d'usage d'un élément du patrimoine de l'Office;
- 4^o les contributions des parents ou des tiers dans le coût des services;
- 5^o les récupérations de paiements indus effectués au cours d'un exercice antérieur;
- 6^o les produits financiers des placements de fonds;
- 7^o le produit des souscriptions organisées par l'Office;
- 8^o les dons et legs à l'Office;
- 9^o le patrimoine issu de l'Œuvre nationale de l'enfance. »

Art. 2. Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 8bis. Le conseil d'administration peut coopter au plus trois membres ayant voix consultative. Ils sont choisis en raison de leur connaissance des activités qui entrent dans le cadre des missions de l'Office.

Leur mandat expire en même temps que celui des membres visés à l'article 6. »

Art. 3. A l'article 9 du même décret, les mots « le Directeur général » sont remplacés par « l'Administrateur général ou, en son absence, par l'Administrateur général adjoint ».

Art. 4. A l'article 10 du même décret, les mots « au Directeur général » sont remplacés par « à l'Administrateur général, à l'Administrateur général adjoint ».

Art. 5. A l'article 13 du même décret, les mots « au Directeur général » sont remplacés par « à l'Administrateur général ou, en son absence, à l'Administrateur général adjoint ».

Art. 6. L'article 14 du même décret est complété par l'alinéa suivant :

« Chaque comité subrégional peut en outre coopter au plus trois membres ayant voix consultative. Ils sont choisis en raison de leur connaissance des activités qui entrent dans le cadre des missions de l'Office. Leur mandat expire en même temps que celui des autres membres. »

Art. 7. L'article 16, alinéa 3, du même décret, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Un tiers des membres du Conseil scientifique est constitué de médecins. Ceux-ci, issus notamment des milieux universitaires, sont choisis en raison de leurs compétences en matière de protection de la mère et de l'enfant. »

Art. 8. L'article 18 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18, § 1^{er}. Les services de l'Office sont dirigés sous l'autorité du Conseil d'administration et du Bureau par un administrateur général nommé par l'Exécutif après avis dudit Conseil sur les candidatures.

(1) Session 1989-1990.

L'Administrateur général est assisté dans sa tâche par un administrateur général adjoint nommé lui aussi par l'Exécutif, après avis dudit Conseil sur les candidatures.

§ 2. L'Administrateur général et l'Administrateur général adjoint participent avec voix consultative aux réunions du Conseil d'administration et du Bureau.

§ 3. Ils assistent le Bureau dans l'instruction des affaires à soumettre au Conseil d'administration. L'Administrateur général ou, en son absence, l'Administrateur général adjoint, représente l'Office dans les actes judiciaires et extra-judiciaires. »

Art. 9. L'article 19, § 1^{er}, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les statuts de l'Administrateur général et de l'Administrateur général adjoint et leur rémunération sont fixés par l'Exécutif. »

Art. 10. L'article 20 du même décret est complété par les paragraphes suivants :

« § 3. L'Exécutif approuve le plan comptable, les règles d'évaluation et d'amortissement de l'Office.

§ 4. Le bénéfice net est le solde du compte de résultats défini par le plan comptable, après dotation aux amortissements et provisions autorisées par l'Exécutif.

§ 5. Sous réserve de l'approbation par l'Exécutif, le Conseil d'administration affecte le bénéfice net de l'exercice :

1^o aux réserves spéciales à concurrence des revenus des fonds ayant reçu une affectation particulière par une donation, un legs ou une fondation;

2^o au report à l'exercice suivant. »

Art. 11. L'article 25 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. L'Exécutif de la Communauté française affecte à l'Office de la naissance et de l'enfance, avec effet au 1^{er} février 1987, les membres du personnel de l'Œuvre nationale de l'enfance transférés à la Communauté française aux termes de l'arrêté royal du 28 janvier 1987 transférant les membres du personnel de l'Œuvre nationale de l'enfance à la Communauté française.

Les personnes ainsi affectées acquièrent la qualité de membre du personnel de l'Office de la naissance et de l'enfance dans le respect des dispositions fixées par l'arrêté royal du 17 novembre 1986 réglant le transfert du personnel de l'Œuvre nationale de l'enfance aux Communautés. L'Office de la naissance et de l'enfance est tenu au respect des droits que l'arrêté royal du 17 novembre 1986 précité prévoit en faveur de ce personnel. »

Art. 12. L'article 11 produit ses effets le 1^{er} février 1987.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 mars 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport,
du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 930

12 MAART 1990. — Decreet tot wijziging van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la naissance et de l'enfance » (O.N.E.) (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn) (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 4 van het decreet van 30 maart 1983 houdende oprichting van de « Office de la naissance et de l'enfance » (O.N.E.) (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. De Dienst heeft als inkomsten :

- 1^o de toelagen toegekend door de Franse Gemeenschap en door een andere overheid;
- 2^o de opbrengst van de prestatie van diensten of van de verkoop van educatief materieel, moedermelk, en andere;
- 3^o de opbrengst van de verhuring of van de verlening van het recht op het gebruik van een bestaanddeel van het patrimonium van de Dienst;
- 4^o de bijdragen van de ouders of derden in de kosten van de diensten;
- 5^o de terguvordering van bedragen die ten onrechte werden uibetaald in de loop van een vroeger dienstjaar;
- 6^o de financiële opbrengsten van geldbeleggingen;
- 7^o de opbrengst van de inschrijvingen georganiseerd door de Dienst;

(1) *Zitting 1989-1990.*

Stukken van de Raad. — Nrs. 104. — Nr. 1. Ontwerp van decreet. — Nr. 2. Verslag. Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 21 februari 1990.

8° de giften en legaten aan de Dienst;

9° het patrimonium afkomstig uit het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn. »

Art. 2. Er wordt een artikel 8bis, luidend als volgt, in hetzelfde decreet ingevoegd :

« Art. 8bis. De Raad van bestuur kan ten hoogste drie leden met raadgevende stem coöpteren. Ze worden gekozen op grond van hun kennis van de activiteiten die in het kader van de opdrachten van de Dienst worden uitgevoerd.

Hun mandaat verstrijkt tegelijk met het mandaat van de leden bedoeld in artikel 6. »

Art. 3. In artikel 9 van hetzelfde decreet, worden de woorden « de directeur-generaal » vervangen door « de administrateur-generaal of, in zijn afwezigheid, door de adjunct-administrateur-generaal ».

Art. 4. In artikel 10 van hetzelfde decreet, worden de woorden « aan de directeur-generaal » vervangen door « aan de administrateur-generaal, aan de adjunct-administrateur-generaal ».

Art. 5. In artikel 13 van hetzelfde decreet, worden de woorden « aan de directeur-generaal » vervangen door « aan de administrateur-generaal of, in zijn afwezigheid, aan de adjunct-administrateur-generaal ».

Art. 6. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt aangevuld door het volgende lid :

« Elk subregionaal comité kan bovendien ten hoogste drie leden met raadgevende stem coöpteren. Ze worden gekozen op grond van hun kennis van de activiteiten die in het kader van de opdrachten van de Dienst worden uitgevoerd. Hun mandaat verstrijkt tegelijk met het mandaat van de andere leden. »

Art. 7. Artikel 16, lid 3, van hetzelfde decreet, wordt vervangen door het volgende lid :

« Een derde van de leden van de Wetenschappelijke Raad bestaat uit geneesheren, die onder meer uit universitaire kringen komen, en worden gekozen op grond van hun bevoegdheid en bekwaamheid inzake bescherming van moeder en kind. »

Art. 8. Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 18. § 1. De activiteiten van de Dienst worden geleid, onder het gezag van de Raad van bestuur en van het Bureau, door een administrateur-generaal die door de Executieve wordt benoemd na advies van die Raad over de kandidaten.

De administrateur-generaal wordt bij de vervulling van zijn opdracht bijgestaan door een adjunct-administrateur-generaal, die eveneens door de Executieve wordt benoemd na advies van die Raad over de kandidaten.

§ 2. De administrateur-generaal en de adjunct-administrateur-generaal wonen met raadgevende stem de vergaderingen van de Raad van bestuur en van het Bureau bij.

§ 3. Ze staan het Bureau bij voor het onderzoek van de zaken die aan de Raad van bestuur voor te leggen zijn. De administrateur-generaal of, in zijn afwezigheid, de adjunct-administrateur-generaal, vertegenwoordigt de Dienst in en buiten rechte. »

Art. 9. Artikel 19, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De statuten van de administrateur-generaal en van de adjunct-administrateur-generaal en hun bezoldiging worden door de Executieve vastgesteld. »

Art. 10. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt aangevuld door de volgende paragrafen :

« § 3. De Executieve keurt het rekeningenstelsel, de evaluatie- en afschrijvingsregels van de Dienst goed.

§ 4. De nettowinst is het saldo van de resultatenrekening bepaald bij het rekeningenstelsel, na toevoeging aan de afschrijvingen en voorzieningen die door de Executieve worden toegelaten.

§ 5. Onder voorbehoud van de goedkeuring door de Executieve, wordt de nettowinst van het boekjaar door de Raad van bestuur bestemd voor :

1° de bijzondere reserves, ten belope van de inkomsten van de fondsen die een afzonderlijke bestemming hebben gekregen door een schenking, een legaat of een stichting;

2° de overdracht naar het volgende boekjaar. »

Art. 11. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 25. De Executieve van de Franse Gemeenschap wijst voor de « Office de la naissance et de l'enfance », met uitwerking met ingang van 1 februari 1987, de personeelsleden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn aan die naar de Franse Gemeenschap werden overgedragen krachtens het koninklijk besluit van 28 januari 1987 waarbij de personeelsleden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn naar de Franse Gemeenschap worden overgedragen.

De aldus aangewezen personen krijgen de hoedanigheid van personeelslid van de « Office de la naissance et de l'enfance », met inachtneming van de bepalingen van het koninklijk besluit van 17 november 1986 waarbij de overgang van de personeelsleden van het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn naar de Gemeenschappen wordt geregeld. De « Office de la naissance et de l'enfance » moet de rechten waarborgen die bij het voormelde koninklijk besluit van 17 november 1986 aan dit personeel werden toegekend. »

Art. 12. Artikel 11 heeft uitwerking met ingang van 1 februari 1987.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 12 maart 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme
en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME